

Impôt sur le revenu—Loi

Monsieur le président, j'ai de la difficulté à comprendre que les deux partis de l'opposition s'acharnent à vouloir laisser un tel projet de loi aller de l'avant, c'est-à-dire, à vouloir refuser que le projet passe, que la motion soit adoptée. Pourquoi—et je le demande, je ne vois pas beaucoup de députés en face—pourquoi ces deux partis de l'opposition refusent-ils de voir, et surtout de dire qu'au cours des trois prochaines années le crédit d'impôt-enfant augmentera de \$140? Saviez-vous, monsieur le Président, que le fait d'augmenter de \$140 c'est plus que le taux d'inflation moyen? Les deux partis de l'opposition l'ont-ils mentionné lorsqu'ils ont circulé à travers la province, lorsqu'ils ont circulé à travers le Canada? En ont-ils eu le courage? Est-ce qu'ils ont eu la volonté politique? Et surtout, est-ce qu'ils ont eu la force d'accomplir leur travail de députés en allant dire à la population canadienne, en allant dire à nos mères de familles, en allant dire à nos familles les plus défavorisées, que le crédit d'impôt-enfant serait remboursable? Que le crédit d'impôt-enfant serait remboursable pour les familles les moins bien nanties, monsieur le Président? C'est \$35.00 la première année, c'est \$35.00 la deuxième année, c'est \$70.00 la dernière année.

Non, monsieur le Président, cela on ne l'a pas vu. On ne l'a pas vu parce que de l'autre côté de la Chambre, autant les néo-démocrates que les libéraux, on se complaît à faire une certaine démagogie.

Il est certain, monsieur le Président, que c'est choquant, c'est même révoltant, lorsqu'on est assis de l'autre côté de voir que pendant 20 ans, de voir que depuis les débuts de ce gouvernement, parce qu'on sait que les libéraux ont été au pouvoir plus souvent qu'à leur tour... On sait que ces partis, et principalement ce parti, n'ont pas été capables d'établir une politique, une politique sociale qui soit juste, une politique sociale équitable, une politique sociale qui s'applique à chacune de nos familles canadiennes, qui s'applique à nos familles qui sont les plus défavorisées.

Pour eux, monsieur le Président, le principe d'équité est le suivant, et ce n'est pas compliqué: Les riches et les pauvres sont sur un pied d'égalité. Cela, c'est ce qu'on appelle l'équité de l'autre côté de la Chambre. Ils ne comprennent pas, ou du moins ils ne veulent pas comprendre pour des intérêts financiers qui pourraient les avantager... Ils ne comprennent pas qu'une famille qui gagne \$15,000 par année et une famille qui en gagne \$100,000 ne peuvent pas être classées de la même façon.

Ils ne comprennent pas, monsieur le Président, et je me cite en exemple, que moi et ma famille nous ayons les mêmes allocations familiales que la femme qui demeure dans le fond d'un rang, célibataire, avec un enfant, qui vit de bien-être social, qui a un loyer à payer, qui a une famille à nourrir. Ils ne comprennent pas qu'à un moment donné cette famille-là devrait avoir davantage. Ils ne comprennent pas que le besoin réel de notre législation doit se diriger dans ce sens. Non, monsieur le Président. Pour eux, le principe d'équité, c'est tout le monde sur un pied d'égalité, on ne regarde pas si tu es riche ni si tu es pauvre. On te donne la même chose. Et surtout, monsieur le Président, lorsque j'entends le député de Richmond-Wolfe (M. Tardif) venir crier, parler à la Chambre, voire même se lever à l'occasion, depuis qu'il est dans l'opposition, je lui demande une chose: Où était-il lorsque son propre parti a désindexé? Où était-il? Dans cette Chambre ou en voyage? Peut-être en voyage pour les besoins de la cause. Où était-il, monsieur le

Président, lorsque son propre gouvernement a décidé de donner un coup de barre au niveau des allocations familiales? S'il était à la Chambre, je me demande pourquoi il ne s'est pas levé pour voter contre, puisqu'aujourd'hui, il est contre. Je me pose une question. Il était peut-être parti en voyage. Mais peu importe.

Monsieur le Président, je reviens à mon sujet parce que je ne voudrais pas me faire distraire par le député d'en face. Vous savez... Non, j'aime autant ne pas le dire. Regardez, monsieur le Président...

M. Rossi: Dites-le, dites-le!

M. Champagne: Ah non! Il ne faut pas que je le dise.

Monsieur le Président, je pense qu'à l'intérieur de ce projet de loi, à l'intérieur de cette motion, nous devons faire la lumière sur les choses telles qu'elles sont. Les députés d'en face, particulièrement les libéraux, nous ont demandé à maintes reprises d'enlever le côté politique et de parler de façon honnête et précise. Monsieur le Président, moi, je suis prêt à le faire. Je suis certain que l'ensemble de mes collègues sont prêts à le faire. Mais à une condition. C'est qu'on dise toute la vérité. C'est qu'on dise exactement où en est rendu notre système social. C'est qu'on dise exactement où en est rendu le déficit. C'est qu'on dise exactement de quelle façon nous, en tant que gouvernement, nous, en tant que députés élus, nous, en tant que représentants du peuple, allons travailler à bâtir une société qui va permettre à nos enfants, à nos familles les plus défavorisées, à l'ensemble des Canadiens de vivre sur un principe d'équité. C'est tout ce qu'on veut, monsieur le Président. C'est ce à quoi on travaille. C'est ce qu'on vise comme but. C'est ce à quoi on veut en arriver. Malheureusement, à l'occasion, je dirais trop souvent—et surtout lorsque je vois le député d'Ottawa-Vanier (M. Gauthier)...

M. Gauthier: Qu'a-t-il fait?

M. Champagne:... je vais vous le dire si vous vous assoyez—c'est parfait, je vais vous le dire—ils sont là en face à vouloir boycotter des projets de loi. Ils sont là en face à vouloir arrêter le cours des événements.

Vous savez, monsieur le Président, ils ont été là pendant 20 ans et ils ne trouvent pas autre chose à faire aujourd'hui dans l'opposition que d'apporter des amendements, que d'apporter des amendements, que d'apporter encore des amendements. Vous savez, monsieur le Président, c'est là l'ingéniosité du parti libéral. Pendant 20 ans, on fait semblant qu'on siège, on fait semblant qu'on fait des lois, on fait semblant qu'on travaille pour l'ensemble de la collectivité canadienne, sauf qu'on oublie une chose, monsieur le Président. On nous accuse, nous, les députés du parti d'aider les riches. Par contre, si je me souviens bien, les plus riches de notre société ne payaient pas d'impôt. C'est avec notre gouvernement et c'est avec notre nouvelle réglementation qu'ils vont payer un impôt minimum garanti. Cela, c'est une réalité, monsieur le Président. Cela, c'est une réalité vers laquelle on s'enlignait. C'est une réalité, mon cher député de Richmond-Wolfe (M. Tardif), qui va faire en sorte que les familles les moins bien nanties pourront toucher davantage parce que le principe d'équité ne s'appliquera jamais de la même façon entre les riches et les pauvres. Nous devons prendre en considération le fait suivant: c'est qu'il y a des moins bien nantis. Et nous le faisons en tant que gouvernement. C'est certain que c'est une responsabilité difficile. C'est